

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 02/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE**

rue d'Iena  
59275 Lesquin

Références : 13012026\_AUCHAN\_LESQUIN  
Code AIOT : 0007002806

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE implanté rue d'Iena 59275 Lesquin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'AIOT a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/05/2021 pour le bassin de rétention des eaux incendie, les distances d'éloignement aux parois en cellule 1 et le degré coupe-feu de portes. De plus, le site de stockage n'a pas fait l'objet d'inspection sur la thématique "Etat des stocks" avant 2026.

Les thématiques de la visite d'inspection du 13/01/2026 sont le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/05/2021 et l'action nationale 2026 pour l'état des stocks.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE
- rue d'Iena 59275 Lesquin
- Code AIOT : 0007002806
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt IENA implanté sur la commune de Lesquin est une plateforme logistique, spécialisée dans le stockage de produits de grande consommation pour les enseignes commerciales d'Auchan. L'activité de stockage concerne les produits non alimentaires ainsi que les produits alimentaires : boissons sans alcool, articles de maison et de loisir.

Le site emploie 125 personnes en exploitation et 44 personnes dans les bureaux situés à l'étage.

Il est situé en périphérie de la zone CRT n°1 de Lesquin.

Le site est régulièrement autorisé par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 12/07/2012 au titre de la rubrique principale 1510 entrepôt couvert.

Il a été donné acte le 06/06/2019 du changement d'exploitant et du nouveau classement ICPE suite à la modification de la nomenclature des installations classées ayant conduit à la révision des rubriques relatives aux substances et mélanges dangereux visées par la directive SEVESO III. L'installation bénéficie du droit acquis pour ces rubriques.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 État des stocks
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les données concernant l'exploitant connues de l'inspection sont les suivantes :

- Nom : AUCHAN HYPERMARCHES LOGISTIQUE
- SIRET : 83223540200142

L'inspection demande à l'exploitant la confirmation de ces éléments et, le cas échéant de procéder à une demande de changement d'exploitant en préfecture du Nord.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
5	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	1510			
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 au II	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation du site	AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1	Sans objet
3	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
4	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Arrêté Ministériel du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
6	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
7	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une part les prescriptions visées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/05/2021 ne sont pas toutes respectées : le volume du bassin de rétention est suffisant mais les distances d'éloignement aux parois pour le stockage ne sont pas correctement justifiées. L'exploitant a néanmoins déposé un dossier de porter à connaissance en 2022 pour modifier ces distances. La justification apportée par l'exploitant n'est pas représentative des conditions de stockage et il est demandé à l'exploitant des compléments au dossier de porter à connaissance.

D'autre part, l'exploitant n'a pas justifié l'atteinte des besoins en eau incendie calculés

conformément au document technique D9.

Par conséquent, il est proposé à M. le préfet du Nord de signer un nouvel arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la justification du dimensionnement des besoins en eau en cas d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Organisation du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Auchan Hypermarchés Logistique exploitant une installation d'un entrepôt de stockage sise 6, rue de l'Europe sur la commune de Lesquin est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.3 [...] de l'arrêté préfectoral d'autorisation imposant des prescriptions complémentaires en date du 12 juillet 2012 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 concerne le volume du bassin de rétention en cas d'incendie. L'article 2.3. prescrit un volume de 4400 m <sup>3</sup> .  Une étude et des travaux ont été menés par la société Eurovia pour atteindre ce volume. L'exploitant a présenté le rapport Eurovia. Ce rapport indique que suite au relevé réalisé par Eurovia un stockage de 6254 m <sup>3</sup> est possible sur le site : bassin de rétention 2750 m <sup>3</sup> , rétention sur les quais 3174 m <sup>3</sup> , rétention dans le réseau d'assainissement 350 m <sup>3</sup> .  L'exploitant a présenté à l'inspection le bon de commande pour un dispositif d'obturation du bassin. Vu lors de la visite terrain, le bassin de rétention et le dispositif de déclenchement du ballon obturateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparation entre cellules
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Auchan Hypermarchés Logistique exploitant une installation d'un entrepôt de stockage sise 6, rue de l'Europe sur la commune de Lesquin est mise en demeure de respecter les

dispositions des articles [...] 12.2.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation imposant des prescriptions complémentaires en date du 12 juillet 2012 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Constats :**

La mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12.2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 concerne le degré coupe-feu des portes au niveau de la voie ferrée et les distances d'éloignement aux parois pour le stockage en cellule 1.

Vu la réalisation du prolongement du mur séparatif entre les cellules en parpaing et muni d'une porte au niveau de la voie ferrée.

L'exploitant a indiqué se rapprocher de la société Bureau Veritas afin d'obtenir une attestation de degré coupe-feu des parois.

L'inspection a constaté que les distances d'éloignement de la cellule 1 (un éloignement de la paroi parallèle à la rue de 54 m et, côté merlon, un éloignement de 21 m par rapport à la paroi) ne sont pas respectées.

L'Inspection a reçu un dossier de porter à connaissance daté du 14 mars 2022 demandant une modification de ces distances.

L'exploitant indique dans ce document que :

- la cellule 1 entreposera exclusivement des boissons sans alcool dont des bouteilles d'eau plastiques.
- la modification des distances d'éloignement aux parois pour le stockage en cellule 1 : 3 m au lieu des 54 m et 15 m au lieu des 21 m.
- dans la configuration future du site Auchan Retail Iéna, aucun des flux thermiques lors d'un incendie de la cellule 1 ne sort des limites de site. En conséquence, les flux thermiques générés en cas de départ de feu à la cellule 1 du site Auchan Retail seront sans impact sur le voisinage et les cibles potentielles de la zone d'étude.

S'appuyant sur l'étude INERiS « Evaluation des phénomènes dangereux (incendie, explosion, dispersion) et de leurs conséquences - Programme DRA 72 - RAPPORT D'ÉTUDE 22/07/2015 N° DRA-13-125880-01272D », l'exploitant justifie de nouvelles conditions de stockage avec une modification de ces distances.

Cependant l'étude INERiS se fonde sur des hypothèses précises et le rapport INERiS indique que le résultat des essais réalisés par l'INERiS ne sont valables que pour une palette identique à celle utilisée pour les essais c'est à dire conditionnée avec 112 packs de bouteilles d'eau de 1,5 L sur palette bois avec une masse de 52 kg de bois et 34 kg de plastique.

L'inspection a constaté lors de la visite terrain la présence en cellule 1 de palette de divers bouteilles de liquides sans alcool autres que de l'eau et de volume différent de 1,5 L, qui n'entrent pas dans les conditions de l'étude INERiS mentionnée ci-dessus.

Ne respectant pas les hypothèses de l'étude INERiS, les conclusions de l'étude des flux thermiques sont incorrectes.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport l'attestation de degré coupe-feu des portes au niveau de la voie ferrée.</p> <p>L'exploitant complète la notice de dangers figurant dans le dossier de porter à connaissance du 14 avril 2022 par une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie cohérente avec le type de stockage réel de la cellule 1 et le transmet à l'Inspection sous 9 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 3 : Documents administratifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le dossier ICPE numérique de l'exploitant contenant l'ensemble des documents demandés dans la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2. Appréciation des dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment, d'un volume global de 395 881 m<sup>3</sup>, est constitué 5 cellules disposées côte à côte :  - cellule 1, 2, 4 et 5 : activité de stockage ;  - cellule 3 : activité de préparation, réception et expédition des produits stockés ;  L'entrepôt de 5 cellules constitue un seul et unique IPD (installation pourvue d'une toiture).</p> <p>Par arrêté préfectoral du 21 mars 1989 modifié, l'établissement est autorisé et enregistré au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour un volume autorisée de 395 881 m<sup>3</sup>.  L'établissement est déclaré sur les rubriques relatives au stockage 1530, 1532, 2663 et 4801.</p> <p>Les volumes autorisés classent l'établissement à enregistrement. Celui-ci reste cependant régi suivant les règles de l'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  [...]  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>



Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté à l'exploitant un état des matières stockées numérique.

L'état des matières stockées est mis à jour quotidiennement et est disponible sur un serveur et dans le local de garde à l'entrée du site. Un plan accompagne l'état des matières stockées.

Vu l'état des stocks et le plan dans le local de garde lors de la visite terrain.

L'exploitant indique que l'état des matières stockées fait l'objet d'un recalage annuel lors de l'inventaire fiscal de fin d'année.

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses. Ces documents sont numériques et facilement accessibles sur serveur. Le plan de défense incendie ne mentionne pas le référencement de l'état des matières stockées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mentionner le référencement de l'état des matières stockées dans le plan de défense incendie. Le plan de défense incendie modifié est à transmettre à l'Inspection dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses

#### **Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

<p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées de l'exploitant indique les quantités présentes de produits par rubrique, mention de danger, famille suivant la mention de danger et par cellule. Les risques particuliers sont mentionnées (ex : carburant alimentant un incendie, générateur de toxiques...etc).</p> <p>Cet état est disponible à l'entrée du site dans le local de garde et sur le réseau informatique de l'exploitant.</p> <p>Il permet de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 5. Inventaire synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [,,,] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées présenté est sous format synthétique. Pour les rubriques, on retrouve le numéro de cette dernière, mais également son libellé.</p> <p>Il permet de fournir une information vulgarisée sur les produits au sein de chaque cellule.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 au II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoins en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt (...),</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. (...)</li> <li>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</li> </ul> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.(...)</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2. de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>[EAI]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour la défense extérieure contre l'incendie, l'installation dispose de 6 poteaux incendie externe (vu 2 lors de la visite du site) à moins de 100 m de l'accès extérieur au moins d'une cellule. Les poteaux sont répertoriés sur le site de la MEL.</p> <p>Vu également une bâche souple incendie de 200 m<sup>3</sup> le long de la façade est de l'entrepôt.</p>

Des extincteurs, des RIA et un système d'extinction automatique sont également présents dans l'entrepôt.

L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle réglementaire des moyens de lutte contre l'incendie, tous ont été contrôlés par Bureau Veritas :

- Extincteurs : rapport du 02/10/2025. Les extincteurs sont fonctionnels. A noter que les extincteurs sont en cours de remplacement par des extincteurs sans fluor.
- RIA : rapport du 14/08/2025. Les RIA sont fonctionnels.
- Sprinkler : rapport du 14/04/2025 et du 24/10/2025. Il n'a pas été relevé d'écart par rapport au référentiel NFPA.

L'exploitant assure le suivi de l'entretien périodique des moyens de lutte contre l'incendie au moyen d'un tableau de suivi (présenté à l'inspection).

L'exploitant indique à l'Inspection organiser 2 fois par an un exercice de défense contre l'incendie et des formations en interne (personnel de formation Auchan) sur les risques.

L'exploitant fournit à l'inspection les débits unitaires des poteaux incendie (données ILEO) : leur débit est supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h.

Les besoins en eau incendie calculé selon la règle technique D9 sont de 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2h (calcul fourni par l'exploitant). Les mesures de débits unitaires des hydrants fournis par l'exploitant ne permettent pas de justifier de l'atteinte des besoins en eau incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant ne justifie pas l'atteinte de débit nécessaire calculé conformément au document technique D9 conformément au point 13, annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 9 mois